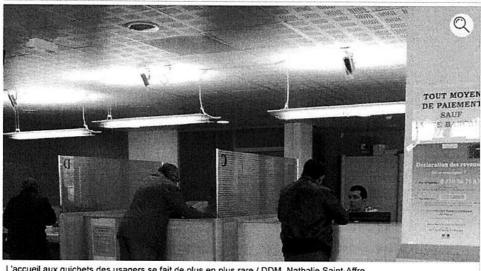


Actualité > Grand Sud > Haute-Garonne

Publié le 11/07/2018 à 07:18

Finances publiques : ces trésoreries victimes de la révolution numérique

Société



L'accueil aux guichets des usagers se fait de plus en plus rare./ DDM, Nathalie Saint-Affre

Pour le service public, la modernisation est en marche. À la fin de l'année, les trésoreries de Baziège et Nailloux vont fermer. La résistance s'organise...

Voilà maintenant de longs mois que les syndicats des finances publiques de la Haute-Garonne, unanimes, tirent la sonnette d'alarme pour dénoncer «le démantèlement progressif de leur administration». Des inquiétudes, qui trouvent aujourd'hui une traduction concrète, avec la fermeture annoncée, à la fin de l'année, des trésoreries de Montgiscard-Baziège et de Nailloux. «Et le percepteur n'est pas là que pour les particuliers, il est aussi le partenaire des maires et des communautés des communes pour la gestion de leur budget», souligne la CGT, qui vient de lancer une pétition à l'usage des citoyens pour s'opposer à la recentralisation de ces deux trésoreries à Castanet et Toulouse d'une part et à Villefranche-de-Lauragais, d'autre part. «Fermer un service public, c'est supprimer des emplois sur une commune, réduire l'opportunité d'un développement économique, fragiliser un peu plus les territoires», explique le syndicat, qui défend «un accueil fiscal de proximité qui a fait ses preuves, surtout en période de crise». Une proximité des usagers et des élus, qui est aussi la préoccupation d'Hugues Perrin, le nouveau directeur régional des finances publiques. «C'est une économie de moyens mais avec la même qualité de service avec des équipes rassemblées et plus homogènes, note-t-il. Nous sommes lancés dans une rénovation du service public parallèlement à l'avènement du numérique qui modifie considérablement notre fonctionnement et celui de nos agents. On ne peut plus mettre des guichets partout, mais nous n'abandonnons pas pour autant nos missions, que ce soit auprès des élus ou des particuliers». Le directeur des finances publiques est clair : «Ceux qui ont besoin d'un contact où qui se posent des questions doivent toujours avoir des réponses». Ce qui est le rôle désormais dévolu aux «maisons de services au public», où des permanences sont assurées pas seulement sur l'aspect fiscal, mais aussi par exemple sur les factures d'électricité ou le traitement des amendes. Les syndicats, eux constatent la lente érosion de leurs effectifs. En 2018, une trentaine de suppressions de postes est officiellement programmée en Haute-Garonne sur 1 800 personnes. Et il faudra attendre septembre avec la nouvelle loi de finances pour savoir de quoi sera faite l'année prochaine...

Gilles-R. Souillés